

ÉPISODE CÉVENOL 47

Janvier 2026

un courant d'air et de rivière

IA pas d'arrangements !

« L'IA c'est pratique pour plein de choses, ça fait gagner du temps. Ça peut aider pour la médecine, ou pour le climat... Il y a sûrement moyen de développer une IA « éthique » en plus. Et puis on ne peut pas lutter contre le progrès de toute façon, alors mieux vaut faire avec. »

Pour celles et ceux qui en ont assez d'entendre ces lieux communs, qui ne veulent pas voir les technologies numériques prendre le pas sur leur vie (voire la détruire), et qui ne sont pas encore résignés, il est possible de résister !

Contrairement à ce que voudrait nous faire croire les apôtres de la Silicon Valley, le développement de l'IA n'est ni irrémédiable, ni neutre. Le monde rêvé de Musk, Zuckerberg ou Altman, fait de délires techno-solutionnistes, eugénistes, et trans-humanistes, s'inscrit dans la poursuite de l'exploitation capitaliste, où le « progrès » industriel sert avant tout les mêmes intérêts dominants, la même fuite en avant.

Voyons cela d'un peu plus près...

L'IA n'est pas artificielle. L'IA, comme l'ensemble du numérique, est souvent présentée comme une technologie « immatérielle ». Pourtant, son développement repose sur des besoins démesurés en énergie, en eau, et en minéraux, dans la parfaite continuité du saccage environnemental de la planète et du pillage néo-colonial des ressources des pays du Sud. Ainsi, tandis que des communautés autochtones luttent contre l'extractivisme pour la sauvegarde de leur milieu de vie au Chili, au Congo ou en Indonésie, les mega-entreprises de la Big Tech lèvent d'immenses capitaux au Nord pour généraliser un usage socialement inutile, voire nocif, de l'IA (vidéos « deepfake », désinformation à grande échelle, biais racistes et discriminants,...). Tandis que partout dans le monde, les populations doivent faire face à des pénuries d'eau de plus en plus préoccupantes, la course à l'installation des centres de données (datacenters) fait rage et renforce les inégalités (alors

qu'un quart de l'humanité n'a déjà pas accès à une eau propre et à des services d'assainissement). Tandis qu'il faudrait réduire drastiquement nos émissions de carbone, la quantité alarmante de gaz à effet de serre rejetée par l'IA équivaut déjà à celle du secteur de l'aviation, et promet encore une nette augmentation dans les années à venir.

L'IA n'est pas intelligente. Et loin de là... Il faut plutôt appréhender l'IA générative comme une sorte de calculatrice géante fonctionnant grâce à des calculs de probabilités statistiques et vampirisant les contenus déjà existants sur le web. L'IA ne peut fonctionner que s'il y a des humains derrière les écrans

pour procéder à l'entraînement des algorithmes et à la régulation du contenu des plateformes. Pour ce faire, elle repose sur un travail précarisé dans les usines de fabrication et ultra-prolétarisé dans le « travail du clic », où plusieurs centaines de millions de personnes exécutent un travail

répétitif, vide de sens, parfois traumatisant. Les patrons de la Big Tech usent de cette main d'œuvre invisibilisée via des systèmes nébuleux de sous-traitance le plus souvent délocalisés dans des pays où le respect des droits humains et des conditions salariales sont au plus bas, renforçant ainsi la division sociale du travail.

L'IA n'est pas notre amie. Georges Orwell n'en dirait pas moins ! Les systèmes déjà existant de surveillance, de classification et d'armements sont boostés par l'IA. Des sociétés comme Palantir (fondée par Peter Thiel, techno-fasciste notoire et Alex Karp, fervent soutien d'Israël) font grimper leurs capitaux en décrochant de multiples contrats de vente de logiciels de surveillance et d'analyses de Big Data. Des marchés sont passés aux États-Unis avec la CIA, le FBI, l'ICE (agence fédérale de l'immigration) et différentes branches de l'armée. La société est dénoncée pour crimes de guerre à Gaza, car elle fournit à l'armée israélienne des services de renseignement et de surveillance. En France, qui est le 3ème marché mondial de Palantir, des contrats d'une dizaine de millions d'euros sont conclus avec la Direction générale de la Sécurité



intérieure, le service de Renseignement intérieur et la police judiciaire du ministère de l'Intérieur. La surveillance algorithmique gagne aussi toute la société, notamment via les institutions publiques. La Caisse d'allocation Familiale a récemment été attaquée en justice pour l'utilisation de son algorithme de notation des allocataires qui attribue un score de suspicion entraînant des contrôles accrus pour ses bénéficiaires les plus précaires. Dans l'espace public, c'est la reconnaissance faciale, qui, expérimentée lors des JO de 2024 à Paris, permet de détecter tout comportement ou visage suspect aux services de police.

On l'a bien compris, l'IA n'est pas synonyme de progrès. Ou alors le progrès ne définit pas une amélioration des conditions de vies communes. S'opposer aux technologies dans leurs aspects mortifères devient une priorité et peut rejoindre de nombreuses luttes, qu'elles soient écologistes, anti-colonialistes, sociales, pour la défense des libertés et des droits de chacun, contre les discriminations, ou tout simplement parce que réduire la vie humaine à des données algorithmiques est, et restera toujours, une aberration. De nombreuses luttes existent : à Marseille, des collectifs s'opposent à l'implantation de datacenters dans leur ville, des salariés d'Amazon se mettent en grève pour dénoncer la gestion déshumanisée de leurs conditions de travail, à Toulouse des enseignants et chercheurs publient un manifeste affirmant qu'ils n'utiliseront pas l'IA dans le cadre de leur travail... N'oublions pas, combattre un système, c'est aussi combattre les technologies qui le soutiennent.

[Fred]

Quelques articles en ligne intéressants à lire :

- Atelier Ecopol (28 novembre 2025). "Oui, mais l'IAg..." Réponses à quelques arguments courants en faveur de l'intelligence artificielle générative. ATelier d'ÉCOlogie POLITique.
- Revue Terrestres (28 juin 2025). « ChatGPT, c'est juste un outil ! » : les impensés de la vision instrumentale de la technique ». Olivier Lefebvre.



Les prophètes de l'IA

Nous profitons de la venue de Thibault Prévost, journaliste spécialisé dans les nouvelles technologies à Arrêt sur Image, et auteur du livre « Les prophètes de l'IA, Pourquoi la Silicon Valley nous vend l'apocalypse » (Éditions Lux) pour nous entretenir avec lui. Celui-ci était présent à Anduze en novembre 2025 pour une rencontre publique organisée par le collectif Terres Vivantes en Cévennes.

> Tu retraces dans ton ouvrage la constellation d'idéologies nauséabondes portée par les principaux acteurs de la Silicon Valley (qui vont du transhumanisme au libertarianisme, de l'eugénisme au suprémacisme blanc...). Peux-tu en préciser les principaux traits et nous expliquer en quoi partir de cette analyse te paraît-il important ?

Mon enquête s'articule autour du travail taxonomique mené depuis 2023 par la chercheuse en machine learning Timnit Gebru et du philosophe Emile P.Torres autour des idéologies de la Silicon Valley. Ils ont développé l'acronyme TESCREAL, pour « Transhumanisme, Extropianisme, Singularitarisme, Cosmisme, Rationalisme, Effective Altruisme, Longtermisme », qui regroupe les principaux courants de pensée qui animent la tech californienne. Ces différents courants, qui se superposent, sont tous des émanations du récit transhumaniste, plusieurs fois remis à jour en fonction des enjeux de l'époque.

Grosso modo, les élites de la Silicon Valley sont convaincues que leur patrimoine financier et leur monopole sur les moyens informatiques de prédiction du monde font d'eux une nouvelle aristocratie de droit technico-financier. Elon Musk, Peter Thiel et d'autres sont persuadés de former une « élite cognitive » aux capacités intellectuelles supérieures au reste de l'espèce, qui leur confère un droit naturel à guider le devenir de toute l'humanité, comme jadis l'aristocratie de droit divin.

Leur conviction transhumaniste, c'est que le développement de la science et de la technique leur permettra de transcender leur condition humaine pour augmenter leurs capacités cognitive, devenir immortels et s'en aller coloniser la galaxie pour en exploiter les ressources. Aujourd'hui, ils sont persuadés que leur salut passe par le développement de l'IA, et que rien d'autre ne compte – ni la lutte contre le dérèglement climatique, ni l'exploitation du vivant, ni l'instabilité géopolitique, ni des choses aussi triviales que la malnutrition, les inégalités de condition ou les guerres.

Leur volonté de prise de contrôle des démocraties occidentales doit, selon moi, se lire à partir de cet agenda. Ce n'est pas une simple quête de richesse ou

de pouvoir, même si ces éléments font évidemment partie du projet : c'est une quête ontologique de transcendance menée par une poignée de quinquagénaires à la richesse et au pouvoir inédits, persuadés de pouvoir désormais créer une divinité artificielle et la faire travailler pour eux. Le récit de l'IA porté par les milliardaires de la tech est non seulement religieux mais ouvertement sectaire.

> Tu montres que les patrons de la Tech ont réussi à imposer une vision à la fois catastrophiste et transcendante de l'IA, une sorte de prophétie divinatoire qui oscille entre la menace existentielle pour l'humanité et la superintelligence capable de sauver le monde... Comment s'est répandu un tel discours et dans quel but ?

Ce discours existe aux marges de la culture de la Silicon Valley depuis très longtemps : l'idée d'une machine capable d'égaler l'intelligence humaine puis de la dépasser est présente dès la création du champ de recherche de l'IA, en 1956. Au début du XXI^e siècle, après les multiples échecs de la technique, la notion de « superintelligence » est totalement ringardisée. Elle est revitalisée en partie grâce à Nick Bostrom, président de la World Transhumanist Association, qui joue de son étiquette de professeur à Oxford pour mener un lobbying transhumaniste particulièrement efficace auprès des institutions. Son best-seller Superintelligence, sorti en 2014, donne un vernis pseudoscientifique à ses délires transhumanistes. Depuis, le discours ne fait que croître en importance.

Mais c'est avec la sortie de ChatGPT, le 30 novembre 2022, que ce récit apocalyptique va devenir omniprésent dans la presse et la société civile. Le simulacre d'intelligence proposé par le chatbot fonctionne au-delà des espérances de la Silicon Valley, et sidère autant le public que les journalistes. Les oligarques de la tech comprennent immédiatement l'opportunité de saisir ce moment de suspension critique pour imposer leur récit du futur, et se mettent à hurler sur tous les toits que l'IA peut aussi bien nous transcender vers une utopie cosmique que nous annihiler.

Ce discours n'a que des avantages : il affirme l'inévitabilité de la machine superintelligente -la super-IA va finir par arriver, peu importe ce qu'on décide - et transforme les patrons de la tech en sortes de mages, seuls capables de comprendre, de maîtriser et de contenir la puissance divine d'une technique beaucoup trop complexe pour nous autres mortels. Ce discours leur permet donc d'ordonner simultanément des investissements délirants et une dérégulation à peu près totale, afin qu'ils aient le champ libre pour guider l'humanité.

Mais tout ça est intégralement faux : l'IA n'est ni complexe, ni opaque, ni inévitable. La superintelligence n'aura pas lieu, car elle repose sur un mensonge. Et lorsque nous nous rendrons compte de la supercherie, il sera trop tard : le techno-capital aura infiltré et démantelé la démocratie. D'où l'urgence à proposer un contre-récit de l'IA, basé sur les faits plutôt que sur les promesses délirantes, pour sortir collectivement de la sidération.

> Tu fais le constat que l'IA relève d'une industrie lourde dont le développement repose sur l'exploitation de travailleurs.euses sous-prolétarisé.es et sur des besoins démesurés en matières premières, structures, et énergie. En quoi est-ce nécessaire de se représenter cette matérialité là ? Peut-on imaginer que les systèmes d'IA, qui impliquent des capitaux colossaux, puissent au final être conçus pour servir des intérêts autres que ceux du pouvoir dominant ?

Dans le livre, j'utilise un outil critique que je trouve très utile, inventé par le cybernéticien britannique Stafford Beer : l'acronyme POSIWID, qui signifie « the purpose of a system is what it does », « le but d'un système est ce qu'il fait ». Concrètement, ça signifie qu'il faut évaluer la fonction d'un système par ses impacts réels plutôt que par les promesses de ses concepteurs. Lorsqu'on applique cette grille à l'industrie de l'IA, qu'est-ce qui émerge ? Une technique immatérielle, un cloud magique qui génère de la valeur infinie, améliore les conditions de vie du plus grand nombre, « résoud » l'anthropocène, guérit toutes les maladies et transcende l'humanité vers les étoiles ? Que dalle.

Dans les faits, l'industrie de l'IA est une abomination écologique planétaire, qui pollue et détruit tous les écosystèmes qu'elle touche, consomme déjà plus d'électricité qu'une centaine de pays et rejette plus de CO₂ que le trafic aérien mondial. C'est une entreprise totale de subrogation du vivant et d'extraction de la force de production, qui précarise et dévalue la condition humaine, qui crée un nouveau prolétariat du clic, réparti selon les anciennes lignes impérialistes de division du travail. C'est une technique de surveillance totale par la prédiction algorithmique, qui efface la diversité des identités, classe, hiérarchise et moyennise les existences comme les pseudosciences racistes du XIX^e siècle. C'est une fumisterie au service d'une techno-élite radicalisée, envirée de sa propre impunité et désormais déterminée à en finir avec la démocratie. C'est un projet sectaire et oppressif, celui d'un monde de castes, un monde artificialisé dominé par une élite sociopathique.



Une IA émancipatrice, au service des communs et du vivant, est-elle possible ? Je ne le crois pas. La technique et son récit politique sont inextricables, et ce récit est fondamentalement suprémaciste. Une informatique alternative est cependant imaginable, à condition de repenser ses conditions même d'existence : sobriété plutôt que croissance ; optimisation plutôt que gigantisme ; localisme, décentralisation et gestion collective plutôt que monopole privé individuel. L'IA, comme toute l'histoire des techniques, rejoue la même histoire de propriété des moyens de production, de modalités d'organisation de la production et du corps social, et de gestion des communs positifs et négatifs.

> Dans un contexte de montée des fascismes et de contrôle généralisé des populations, de quelle manière perçois-tu l'inquiétant rapprochement entre le monde de la Big Tech, de l'ultra-capitalisme, et de celui des pouvoirs autoritaires en place ?

L'hybridation de la techno-élite californienne et des fascismes contemporains, des États-Unis à Israël en passant par la Hongrie, est tout sauf une surprise. Tous deux poursuivent le même but : la mise à mort des structures démocratiques de décision collective au nom du monopole – politique pour l'un, économique pour l'autre. Ce qui se joue actuellement, c'est la fin de quatre décennies de néolibéralisme en radicalisation constante et le dévoilement fasciste des élites politiques, techniques et financières. Ce rapprochement n'est même pas inédit : comme l'ont montre les historiens Jeffrey Herf et Johann Chapoutot, les capitaines d'industrie ont vigoureusement soutenu le projet national-socialiste d'Adolf Hitler, qui décorrélait le « progrès » industriel du progrès social.

Aujourd'hui, Peter Thiel, Elon Musk - qui ont tous



deux grandi dans des enclaves ségrégationnistes blanches de l'Afrique du Sud de l'apartheid - ou l'investisseur Marc Andreessen, qui cite allègrement le futurisme italien de Marinetti, allié du fascisme mussolinien, comme source d'inspiration, jouent une partition similaire. « Je pense que la démocratie et le capitalisme ne sont pas compatibles », déclarait Peter Thiel dès 2009. Non seulement cette opinion sécessionniste est partagée par le reste de la Big Tech, mais elle convainc désormais la classe néolibérale, persuadée que l'État-nation du futur fonctionnera en réalité comme une entreprise – un PDG à la place du président, un conseil d'administration à la place du gouvernement, des actionnaires à la place du Parlement.

Cet État contemporain, que Trump est en train de façonner en ce moment même, n'est plus un dispositif de protection de la dignité collective, mais une machine à générer du profit. Or le profit est une entreprise fondamentalement inhumaine, qui repose sur les inégalités de conditions matérielles d'existence. Entretenir et élargir autant que possible ces inégalités est donc au cœur du projet techno-autoritaire, lui-même terminus de la pensée néolibérale d'innovation, de disruption et de privatisation. Aimé Césaire nous avait pourtant prévenus dans son Discours sur le colonialisme : le « très distingué, très humaniste, très chrétien bourgeois du xx^e siècle (...) porte en lui un Hitler qui s'ignore ». Quatre-vingt-ans à peine après la fin des atrocités de la Seconde guerre mondiale, un même vent infâme balaie désormais l'Occident, fait à partie égales de fétichisme pour le progrès technique, de haine pour la démocratie et de conviction suprémaciste. L'histoire ne se répète pas, elle bégaye.

[Propos recueillis par Fred]

Les conflits armés dans le monde se multiplient et la volonté de les endiguer s'amenuise. La probabilité même d'une guerre ouverte en Europe se rapproche.

Les gouvernants préparent la guerre

- Les économies de guerre et les politiques de réarmement sont imposées, en particulier en Europe au détriment de programmes sociaux et écologiques.
- Avec les crises économiques et la fascisation de grands médias et de discours politiques, la préparation des esprits à la guerre bat son plein.
- Il est de plus en plus question d'intéresser et d'enrôler les jeunes : Journée défense et citoyenneté, Service militaire volontaire, Service national universel, Forum des Armées, manœuvres militaires, etc.
- Les secteurs civil et commercial essentiels pourront être réquisitionnés pour l'effort de guerre : hôpitaux, énergie, transports, communications...

Pour mener la guerre contre « l'ennemi extérieur » il faut contrôler « l'ennemi intérieur »

- Les médias dispensent un discours pro-guerre agressif.
- Des « ennemis intérieurs » sont identifiés..
- La répression contre toute opposition devient brutale.
- La Justice est progressivement mise au pas.
- Peut-on à l'instar de Mathieu Rigouste parler de « guerre globale contre les peuples » avec la Palestine comme laboratoire?

Participer à cette conférence, ouvrir un débat, c'est réfléchir à une mobilisation contre l'avenir guerrier qui nous est proposé.

Pour des communes résistantes

Dans une période électorale, il est toujours de bon ton de donner un avis sur ce que pourraient faire nos cher.es élus.es, voici donc quelques propositions.

En effet, face aux problèmes qui nous assaillent, j'en retiendrai ici trois, qui découlent de l'emballlement du système capitaliste - la crise climatique, les milliardaires, les guerres – car c'est de là que découlent bon nombre de maux dont souffrent les populations de la planète : migrations forcées, famines, épidémies, catastrophes climatiques...

Et il est certain que les élu.es communaux pourraient s'engager et agir à ces niveaux.

La crise climatique touche toutes les populations sur leurs lieux de vie. Qui n'a jamais été touché.e par un feu de forêt, une inondation ou un cyclone ?

Or, nous savons qu'une des meilleures parades à ces événements extrêmes est de protéger les terres, l'eau, les forêts ... Pourquoi ?

Protéger les terres afin qu'elles restent perméables et qu'elles puissent absorber un maximum l'eau qui tombe abondamment au lieu de la laisser ruisseler dessus : empêcher les coupes à blanc, laisser (ou reconstruire) des haies entre les parcelles de terres afin qu'elles retiennent l'eau.

Également un non entretien de terres laissées en jachère plusieurs années après avoir été cultivées, est un terreau qui facilite les feux attisés par les vents, l'exemple de l'Aude, cet été, a été révélateur.

Pour protéger les terres, pour qu'elles restent agricoles ou boisées et ne soient ni bétonnées ni laissées à l'abandon, les élus locaux ont un rôle important dans l'élaboration du PLU ou, s'il est déjà élaboré, celui de rester vigilant.es aux terres qui se vendent et que la commune se donne les moyens de les racheter et de les sanctuariser.

Protéger l'eau, qu'est-ce que cela signifie ? Les fleuves et les rivières ont subi, depuis plusieurs décennies, de nombreux aménagements qui modifient le tracé de leur écoulement naturel : que ce soit pour construire une centrale nucléaire (qui nécessite beaucoup d'eau) ou simplement pour un aménagement consécutif à la construction d'une déviation dans un

petit village, les fleuves et rivières coulent désormais comme l'Homme l'a décidé et non plus comme le courant de l'eau le faisait naturellement. En particulier dans les zones montagneuses, les rivières serpentaient et faisaient vivre toute la faune et la flore alentour.

Dans le cadre des communautés locales, agglomérations ou métropoles, les élus communaux peuvent œuvrer pour la restauration des tracés naturels des cours d'eau : c'est un travail essentiel pour limiter les crues subites et importantes qui font autant de dégâts dans les campagnes et les petits bourgs.

Protéger les forêts des coupes rases est essentiel pour plusieurs raisons :

> la forêt a un rôle important dans le changement climatique : elle absorbe le CO₂ et permet ainsi de limiter les gaz à effet de serre, et ceci d'autant plus que les arbres vieillissent. C'est en effet à partir de 30 à 40 ans que l'arbre remplit bien cette fonction, aussi l'abattre pour replanter des arbres à vocation industrielle, et que l'on coupe au bout de 30 ans, ne remplace d'aucune manière l'arbre centenaire de nos forêts,

> la forêt régule le grand cycle de l'eau, les feuilles des arbres émettent de la vapeur, qui se condense en nuages et qui finissent par tomber sous forme de pluie de l'eau locale ! C'est pourquoi conserver les forêts est essentiel dans la situation actuelle de sécheresses désormais chroniques.

Les élus communaux ont un rôle important à jouer en conservant les forêts communales et en faisant de l'information auprès de la population afin d'expliquer aux propriétaires pourquoi il est fortement recommandé de ne pas vendre leur bois sur pied à grande échelle.

Les milliardaires, armés de technologies, sont désormais les maîtres du monde et disposent de chefs d'États marionnettes. Ce

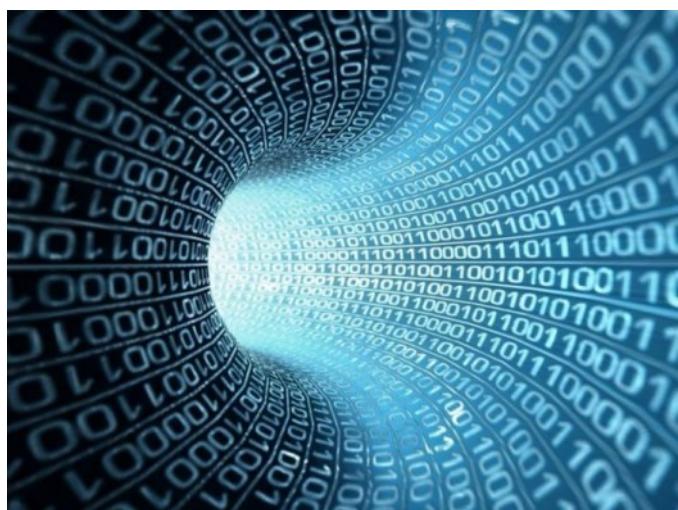
sont des prédateurs au service du système capitaliste constraint à investir des sommes colossales pour se perpétuer. C'est ce qu'ils font actuellement avec l'Intelligence artificielle (IA) qui est en train de faire des ravages : Elon Musk et sa congrégation d'hommes blancs, élites universitaires et entrepreneuriales anglo-saxonnes, sont les maîtres de ces structures de captation du capital financier, de déploiement d'infrastruc-

tures matérielles, de consommation de ressources énergétiques, d'extractivisme minier et numérique, d'exploitation du prolétariat, de néocolonialisme et de luttes géopolitiques (1) (voir les autres articles dans ce même numéro)

L'IA nécessite des investissements mirobolants : les investissements privés ont été multipliés par 11 en 10 ans, les capitalisations boursières s'envolent au point de faire craindre une bulle financière dont l'explosion mettrait en péril l'économie mondiale (2), ce qui entraînerait dans la misère l'ensemble des populations.

Tout cela servant à construire les infrastructures nécessaires, en particulier des data centers qui occupent de plus en plus de terres. Ceux-ci, ainsi que les autres équipements, tout comme les requêtes avec l'IA, nécessitent eux mêmes des quantités très importantes d'énergie (qui sera x 4 d'ici 10 ans) et d'eau : souvent raccordés au réseau d'eau potable, on estime que le secteur de l'IA au niveau mondial pourrait utiliser entre 4,2 (l'équivalent de la population de l'Allemagne) et 6,6 milliards de m³ d'eau en 2027 (3).

L'IA détruit de nombreux métiers dans la culture, les services, l'industrie et donc des milliers de licenciements sont attendus dans les prochaines années.



L'IA ne fonctionne que grâce à un extractivisme colonial sanglant, qui extrait lithium et cobalt au prix de l'accaparement de vies et de terres et de ressources vitales.

Certes, l'élu.e communal.e n'est pas opérationnel.le directement, mais il peut réduire la consommation internet de la commune, lutter contre la dématérialisation de toutes nos démarches, en facilitant au maximum l'accès des services à la population – plusieurs villes l'ont déjà mis en place - afin de conserver des relations entre humains plutôt que d'obliger les personnes à se connecter.

Et dans nos communes cévenoles, il est également essentiel d'être très vigilant.es sur les projets miniers qui pourraient se développer.

Les guerres, un fléau mondial anéantissant des po-

pulations non serviles ou jugées inutiles, sont à l'œuvre depuis plusieurs siècles. Face aux soulèvements récents : gilets jaunes, soulèvements de la terre, les mêmes techniques sont désormais utilisées contre les peuples en colère : *la guerre a constitué le réacteur principal de l'expansion capitaliste, le bras armé des classes dominantes* (4). Ce fléau nous concerne de près, n'oublions pas ce discours du chef d'État major des armées, invité à parler devant l'assemblée des maires de France : « Ce qu'il nous manque, c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal (...) Il faut accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement. (...) les maires ont un rôle fondamental à jouer », estime-t-il, car ielles sont le «meilleur relais auprès des concitoyens», discours qui a suscité nombre de réactions, et qu'Emmanuel Macron a essayé de temporiser, tout en renouvelant sa confiance au chef des armées, largement relayé par le discours pro-guerre des médias.

Précisons également que les budgets militaires augmentent régulièrement, au détriment de tous les secteurs publics et commerciaux essentiels à notre vie quotidienne. En fait, en France, l'enjeu de la hausse des budgets militaires est surtout industriel pour la confection de matériel de haute intensité comme obus, missiles, etc. ainsi que le renforcement de la guerre électronique.

Certes dans nos communes, nous n'avons pas grand-chose à voir avec tout cela ... cependant la bagarre va être rude car, les budgets nationaux, toujours en hausse pour l'armée et l'industrie de l'armement, vont à nouveau être en baisse pour les communes, alors que nous en avons besoin pour la cohésion de nos territoires.

Dans nos communes, informons et soutenons les jeunes dans leur refus d'être embigadés (voir EC 46), opposons nous aux manifestations et manœuvres militaires...

Et si nous habitons dans une commune où sont implantées des usines de fabrication d'armes, comment rester silencieu.ses ?

Les guerres tuent et obligent des populations entières à s'exiler. Dans nos communes, nous pouvons accueillir des réfugié.es, qu'iels soient syrien.nes, palestinien.nes, ukrainien.nes, soudanais.es, ou mexicain.es,... *la commune peut avoir un rôle de soutien dans cet accueil.*

Profitons de cette période électorale pour parler de tout cela autour de nous et si possible en présence des candidats.

[Jacqueline]

Notes

1. Thibaud prévost, les prophètes de l'IA, Lux 2024

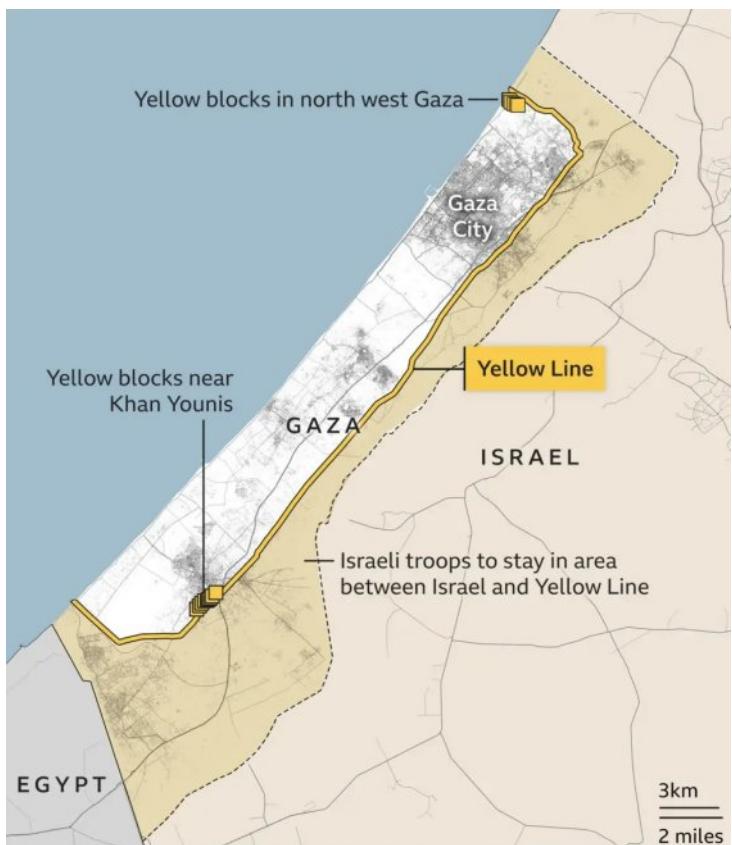
2. Socialter n°73

3. id

4. Mathieu Rigouste – la guerre globale contre les peuples

Palestine : Renforcer la pression populaire

Dans la Bande de Gaza, après deux années de massacres et de famine, des dizaines de milliers de morts et de blessés et l'anéantissement complet de toutes les infrastructures, un cessez-le-feu est formellement entré en vigueur le 10 octobre 2025. Formellement, car en réalité, Israël bafoue tout accord et a non seulement coupé l'enclave en deux par une « ligne jaune » mouvante, en interdisant l'accès à la partie est (annexant au passage +56 % de la Bande) mais continue de bombarder (plus de 1500 bâtiments entièrement détruits, plus de 450 tués et des centaines de blessés début décembre). Et de surcroît il empêche l'entrée de l'aide humanitaire et les organisations médicales et de secours de travailler. 37 organisations internationales seront interdites en Palestine à partir du 1er mars. Ce qui fait dire aux Palestiniens épuisé.es et désespéré.es par deux années de feu et de sang, que le génocide est toujours en cours.



Imposé par le Président Trump, alors que les États-Unis ont soutenu avec force les massacres dans la Bande de Gaza et continuent d'épauler le gouvernement israélien, le cessez-le-feu entre dans la logique du projet génocidaire. Après l'échec d'une entreprise dévastatrice qui aura duré deux ans, l'objectif affiché par le régime israélien est toujours le même, en employant d'autres méthodes. Derrière le projet de la « Riviera du Moyen-Orient » de Trump que des observateurs raillent comme chimérique et burlesque se cache l'intention funeste d'en finir avec la Palestine.

Le plan de Trump présenté comme un plan de paix est tout sauf une solution viable pour les Palestiniens : dans une première phase, la seule acceptée par les composantes combattantes palestiniennes, les otages et les dépouilles israéliens et des centaines de prisonniers palestiniens ont été échangés. Rien n'est moins sûr que la deuxième phase annoncée mi-janvier sera accomplie. Il est question de la démilitarisation de l'enclave en désarmant les fractions armées, ce qu'Israël n'a pu atteindre en deux ans de guerre totale. Un gouvernement fantoche composé de technocrates palestiniens servirait de diversion. Et le tout sera supervisé par un « Conseil de paix » présidé par.... Trump, rien d'autre qu'un véritable organe de gouvernance coloniale. Aujourd'hui il n'est même plus question du retrait des troupes israéliennes de toute l'enclave ni du déploiement d'une force internationale. Les dirigeants israéliens ont clairement affiché leur intention de ne pas évacuer la partie de la Bande occupée depuis le cessez-le-feu. La troisième phase consacrée à la reconstruction n'est plus évoquée pour le moment.

D'ores et déjà le chef d'état major israélien a déclaré que la « ligne jaune » constitue la nouvelle frontière. Ce qui signifie que près de 2 millions d'habitants, dont les trois quarts survivent dans des tentes délabrées, sont cantonnés sur 160km² (l'équivalent de la commune de Nîmes où vivent 150 000 personnes). Et aucun État ne semble condamner cette annexion.

Pour assurer la démilitarisation prévue dans la seconde phase, divers dirigeants arabes auraient exigé un mandat de l'ONU couvrant cette entreprise d'occupation militaire pour le moins illégale. Pour ce faire les États-Unis, qui déconsidèrent les Nations-Unis depuis longtemps, adressent au Conseil de sécurité une proposition de résolution. Adoptée le 17 novembre 2025, la résolution 2803 représente le summum de la subversion du droit international. (1) Celle-ci fait sienne le plan de Trump, annexé au texte de la résolution ! Au cœur de cette entreprise machiavélique, le désarmement des combattants et le transfert des populations, la négation du génocide, l'impunité d'Israël et des États complices et l'effacement de la Palestine et du peuple palestinien. Tandis que l'exploitation des ressources est ouvertement prisée au profit d'intérêts capitalistes, l'aspiration du peuple palestinien à disposer de lui-même et de son droit à l'autodétermination est bafouée. Craig Mokhiber, ancien haut fonctionnaire de l'ONU ayant démissionné pour condamner le génocide, le dit clairement : « En adoptant cette résolution, le Conseil [de sécurité] est en fait devenu un mécanisme d'oppression des États-Unis, un instrument permettant la poursuite de l'occupation illégale de la Palestine et un complice du génocide perpétré par Israël » (2).

La France n'est pas en reste. Elle a également habilement contourné le droit international en proposant

avec l'Arabie saoudite lors de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2025 une déclaration de règlement du « conflit israélo-palestinien », appelée « déclaration de New-York », en contrepartie de la reconnaissance de l'État de Palestine. Rappelons que lors de cette réunion de l'Assemblée générale devait être constatée la non-application de l'obligation de retrait d'Israël des territoires palestiniens occupés depuis 1967 ainsi que l'inertie des États qui n'ont pas pris de mesures contraignantes pour d'une part forcer Israël à ce retrait et d'autre part prévenir le génocide dans la Bande de Gaza. Ces obligations ont été imposées par la Cour internationale de Justice qui toutefois ne dispose pas de moyens coercitifs. Pour annihiler la portée des décisions de la CIJ, qui exigeait des sanctions contre Israël en cas de non respect de ses obligations, la déclaration de New-York adresse à la Palestine de nouvelles anciennes conditions : Reconnaissance de l'Etat d'Israël, reconnaissance de la solution de deux États et arrêt de la lutte armée. Raphaëlle Maison, agrégée des facultés de droit, professeur des universités, alerte : « Il faudrait alors reconsidérer le sens que l'Assemblée générale a, un temps, donné à sa « responsabilité permanente » s'agissant de la Palestine, et admettre qu'elle soutient désormais, en situation de génocide, une injustice majeure, sous couvert de la reconnaissance d'un État palestinien fantoche » (3).



Marquage de la "frontière" avec des blocs de béton jaunes mouvants.

Quelles perspectives pour la Palestine?

Après avoir brossé ce tableau des crimes commis par Israël et des complicités des États alliés, voyons quelques unes des innombrables initiatives de par le monde qui mettent à mal la politique et la réputation de l'État génocidaire. La campagne BDS qui a été lancée par la société civile palestinienne en 2005 a pris une ampleur sans commune mesure depuis plus de deux ans et a obtenu des résultats tangibles. S'il est nécessaire de maintenir cette pression car les acquis peuvent rapidement être remis en question, il faut également l'étendre.

L'économie israélienne tourne au ralenti pour diverses raisons parmi lesquelles la guerre menée depuis

plus de deux ans qui nécessite une concentration extraordinaire de moyens financiers et humains. Des centaines de milliers de réservistes sont régulièrement réquisitionnés pour le front tandis que des dizaines de milliers d'employés dans les hautes technologies ont quitté le pays. Près de 50 000 entreprises ont fait faillite. Il en découle notamment une fuite de capitaux et une chute relative des investissements étrangers en particulier dans le secteur technologique (4).

Des accords entre divers États européens et Israël sont réexaminés à l'aune du génocide en cours, les partenaires craignant des représailles. C'est notamment dans le domaine militaire que certains États ont réduit ou stoppé leurs livraisons d'armement ou leur coopération. « Le 31 juillet 2025, le gouvernement slovène a interdit l'exportation, l'importation et le transit de matériel militaire vers et depuis Israël ». (...) « Le 8 septembre 2025, le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, a officialisé l'embargo total sur les armes à destination d'Israël et a annoncé l'interdiction d'accueillir dans les ports espagnols des navires transportant du carburant destiné à l'armée israélienne » (5). L'Écosse a suspendu le financement des entreprises de défense qui vendent des armes à Israël.

Et ailleurs, là où il n'y a pas d'embargo militaire, les dockers refusent de charger les armes sur les navires comme cela a été le cas en Italie et en France. Le Groupe de La Haye s'est quant à lui engagé lors d'un sommet en juillet 2025 à mettre fin à tous les transferts d'armes vers Israël. Ces pays sont la Bolivie, la Colombie, Cuba, l'Indonésie, l'Irak, la Libye, la Malaisie, la Namibie, le Nicaragua, Oman, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et l'Afrique du Sud. La Turquie a ensuite déclaré qu'elle suivrait ces mesures.

D'autres pays ont pris des mesures de sanctions économiques. Jusqu'en 2024, plus de 60 % du charbon consommé en Israël provenait de Colombie. Des syndicats et des communautés ont organisé un mouvement de boycott qui a poussé le président Petro à décréter l'interdiction de l'export de charbon vers Israël (6).

Des entreprises ont en raison des campagnes de boycott désinvesti en Israël : la multinationale française d'assurance AXA a été contrainte à désinvestir de toutes les grandes banques israéliennes et du plus grand fabricant d'armes israélien Elbit System avant le 24 juin 2024.

C'est une grève de la faim de 73 jours de plusieurs activistes emprisonnés du collectif Palestine Action au Royaume Uni qui a fait qu'Elbit System UK, la principale industrie d'armement israélienne, a été écartée d'un appel d'offre à plus de 2 milliards d'euros destiné à la formation d'unités de l'armée britannique.

L'entreprise Carrefour, ciblée par une campagne internationale a subi quelques revers : la fermeture de ses magasins à Oman, au Koweït, à Bahreïn et en Jordanie,

qui ont été remplacés par l'enseigne « Hypermax ». Carrefour ne semble pas pouvoir s'installer dans plusieurs pays d'Amérique du Sud en raison des protestations. Ses 9 magasins dans les colonies israéliennes n'ont pas ouvert au nom de Carrefour et ne vendent pas ses produits. Il est également constaté que des chaînes de supermarchés en Europe retirent des produits israéliens sans l'annoncer.

Dans le domaine universitaire et scientifique le mouvement BDS s'est considérablement intensifié en 2025 en réaction à la rupture du cessez-le-feu en mars 2025 et l'organisation systématique de la famine, sans oublier la continuation des bombardements et assassinats. « Après deux ans de guerre, Israël déplore environ mille boycotts académiques venant d'institutions américaines ou européennes » (7). De nombreuses universités aux États-Unis et en Europe - Espagne, Irlande, Écosse, Pays-Bas, Norvège, etc. - ont suspendu leurs partenariats avec Israël tandis qu'en France et en Allemagne ce type de protestation est quasi inexistant. Les pressions de chercheurs et universitaires sont fortes et les autorités israéliennes s'en inquiètent. En septembre 2025, plus de mille scientifiques de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), à la pointe de la recherche sur les particules ont exigé que la collaboration avec Israël soit réévaluée. Elle concerne plus de 100 chercheurs israéliens associés.

Et la culture n'est pas en reste. Un appel a été lancé en septembre 2025 par près de 4 000 personnalités du monde du cinéma appelant à cesser toute collaboration avec des festivals, cinémas, diffuseurs et sociétés de production considérés comme complices du gouvernement israélien. Rappelons également l'initiative « Pas de musique pour le génocide » qui regroupe plus de 400 labels et musicien.nes qui refusent que leurs œuvres soient diffusées sur les plateformes de streaming en Israël.

L'entreprise d'effacement de la Palestine et des Palestiniens est en cours. Et en France elle est accompagnée par un arsenal répressif dont l'objectif est de criminaliser la solidarité avec le peuple palestinien. Il est d'autant plus important de dénoncer la politique génocidaire d'Israël en Palestine, d'intensifier les appels au Boycott et de s'opposer à toute contrainte judiciaire.

« Mais quelle que soit la nature de leurs collaborations ou de leurs rivalités, les États du monde entier qui tentent de terroriser les solidarités internationalistes achèvent par la même occasion de fragiliser les

mythes fondateurs sur lesquels ils ont bâti leur légitimation. Par-delà les frontières de l'apartheid global,

Palestine devient plus que jamais le nom d'une détermination des opprimé-es à résister pour exister et à s'unir pour se libérer. Il s'agit de bien percevoir qu'au cœur du processus de néofascisation sécuritaire, dans l'ombre de toutes les terreurs d'État,

la multiplicité des solidarités en actes avec le peuple palestinien porte en elle la possibilité d'une puissance de libération mondiale » (8).

[Tissa]

Notes

1. Pour une analyse de la résolution 2803, voir Raphaelle Maison, <https://orientxxi.info/Gaza-Le-conseil-de-securite-de-l-ONU-contre-le-droit-international>
2. <https://tinyurl.com/yz76wwcm>
3. <https://tinyurl.com/muwv9h3v>
4. <https://tinyurl.com/34dcn78t>
5. <https://tinyurl.com/43scwdrt>
6. <https://tinyurl.com/4nh92p88>
7. <https://tinyurl.com/mr2a5c4s>
8. Mathieu Rigouste, La guerre globale contre les peuples, Mécanique impériale de l'ordre sécuritaire.

La proposition de loi Yadan doit être retirée

C'est dans le contexte d'un génocide encore en cours à Gaza et d'une colonisation à marche forcée en Cisjordanie qu'a été mise à l'agenda de l'Assemblée nationale la proposition de loi (PPL) 575 de la députée Caroline Yadan qui, sous prétexte de « lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme », entend réprimer l'expression sur tout ce qui concerne l'État d'Israël et la politique qu'il mène vis-à-vis du peuple palestinien, alors que le libre débat sur ce sujet, qui devrait être la règle, fait déjà l'objet de nombreuses entraves en France.

Il est indigne de manipuler la lutte contre l'antisémitisme pour tenter de museler les critiques qui s'expriment contre l'État d'Israël, sa politique et les crimes qu'il commet. Il est dangereux de séparer la lutte nécessaire contre l'antisémitisme du combat général contre le racisme sous toutes ses formes, et de l'assimiler ainsi de facto à la défense de l'État d'Israël, de sa politique et de ses crimes. De plus, par l'assignation identitaire à Israël des Français juifs et des Françaises juives, cette proposition de loi les expose alors qu'elle prétend les protéger.

voir le communiqué de l'AFPS: <https://tinyurl.com/533t39ye>



Au nom du tort absolu subi, infliger le tort absolu...

Notes sur la spirale israélienne.

Comment débrancher la machine étatique-idiologique folle de l'État israélien et son soutien populaire ? Si la débrancher pratiquement est hors de portée, saisir les fondements moraux (immoraux) de la fuite en avant meurtrière est assurément la possibilité de rompre pour soi-même avec toute connivence et par élargissement et approfondissement de tenter de mettre en mouvement une éthique antagonique à la morbidité consentie par le consensus occidental. En dehors de cet effort de pensée, dérisoire est la seule compassion pour les populations palestiniennes, quand elle n'est pas pire encore dans un voyeurisme pour gens éduqués.

C'est sans doute dans l'histoire humaine un basculement à dimension universelle : le genre humain assiste à ce renversement effarant que des victimes, en fait leurs héritiers, peuvent devenir bourreaux et, non pas contre leurs assassins d'hier, mais contre une population "en trop" ; et qu'au nom du tort absolu subi dans la Shoah, l'État israélien, en tant qu'expression politique d'une partie de la population juive, peut pratiquer sciemment le tort absolu sur cette population qui n'a aucune culpabilité dans la Shoah et abusivement identifiée avec des fractions politico-religieuses en son sein.



C'est que le tort absolu commis contre la population juive n'a pas complètement pris sa dimension universelle : la mémoire du tort absolu subi n'a pu recueillir le sens humain d'une persécution par une machine idéologique morbide, afin de préserver la seule mémoire juive ; au point que soit contesté l'usage de « génocide » pour nommer l'intention délibérée de l'État israélien de réduire à presque rien la société palestinienne en l'éliminant de la Palestine et du même coup faire disparaître la Palestine. Le qualificatif de « génocide » est à rapporter à l'intention des persécuteurs et non à la qualité (ou au nombre ?) des persécutés.

Sur un plan universel, le sens de la Shoah est que des êtres humains constitués en puissance morbide (le nazisme) ont tué d'autres êtres humains (les juifs, mais aussi les tziganes, les homosexuels, etc.) ; pour que l'État israélien, s'étant lui-même constitué en puissance morbide, puisse afficher un tel sentiment d'impunité c'est, dans son imagerie paranoïaque, en raison (?) du fait que les êtres humains massacent les juifs aussi bien lors de la Shoah que lors du 7-octobre ; cette exceptionnalité juive revendiquée, sortie du genre humain, renvoie à une culpabilité générale des êtres humains, les constituant comme redevables à son égard, quel qu'en soit le prix et pour l'éternité. « Or le "problème" de la persécution n'est pas à chercher chez les persécutés mais dans ce qui constitue des persécuteurs : en somme, seule cette approche peut éloigner de toute possibilité d'essentialisation » (d'après Le Graphomane : Antisémitisme, note de synthèse)

[Tristan Vebens, décembre 2025]

Les hommes se droguent, l'état se renforce !

Libération du 16 décembre 2025 a consacré sur trois pages une longue enquête sur le trafic de stupéfiants dans le grand Sud, et notamment sur Alès et Anduze. Il en ressort que souvent la répression du deal local fait place nette et ouvre des perspectives pour les réseaux marseillais : à Alès, « c'est fini le trafic de papa ! » avec l'arrivée de la DZ mafia.

Les hommes d'État prennent volontiers une posture volontariste pour endiguer les réseaux de drogue. Les plus démagogues penchent pour incriminer les consommateurs, risque osé, car si la soupe de sûreté des paradis artificiels est supprimée la révolte est plus probable. Le chef d'État, E. Macron, lors d'une visite à Marseille à la mi-décembre 2025 a décidé le doublement de l'amende délictuelle pour simple consommation (de 200 euros à 500).

En l'espèce, le vrai est tapi dans le faux : la croissance exponentielle du trafic est bien en rapport avec la croissance de la consommation. Ceci dit, on évite de se poser la question : « Pourquoi tant de gens ne peuvent plus vivre sans leurs doses », qu'elles soient illicites ou légales (neuroleptiques, euphorisants, alcools).

Cette question, le pamphlet "Les hommes se droguent, l'état se renforce", (l'état au sens de l'existant) aux éditions Champ libre, se la posait en 1976. Sa thèse sur 187 pages consiste à établir que les êtres humains vivant sous les conditions du capitalisme moderne ont besoin de modifier la perception de la réalité pour la rendre vivable. C'est que l'altération des facultés humaines au sein des rapports sociaux capitalistes

(intensité du travail aliéné, entassement urbain, etc.) suscite le besoin d'effacer en soi cette mutilation par la constitution d'un moi de synthèse. Les drogues ont largement dépassé le stade du festif/défouloir et nombre de salariés l'utilisent quotidiennement simplement « pour tenir ».

Les éditions Champ libre ont été directement le fruit du souffle de liberté de Mai 68. Dans ces années-là, l'aspiration à la création de la vie hors des cadres pré-établis par la société marchande avaient été tels que des conversions, voire des transfuges inimaginables maintenant ont pu se déclarer. Ainsi, d'improbables rencontres telle celle entre des « radicaux » issus de franges libertaires avec l'agent des plus grandes vedettes du cinéma français, Gérard Lebovici, qui créa en

1969 les éditions Champ libre. Ses premières publications concernaient les luttes dites périphériques : éducation, prison, homosexualité... jusqu'à ce que soit accueillie la deuxième édition de « la Société du spectacle » de Guy Debord. Dès lors, Gérard Lebovici se pique au jeu et de nombreuses parutions exhument des textes subversifs anciens ou donnent la parole à des proscrits (« l'Instinct de mort » de Jacques Mesrine). L'éditeur est mystérieusement assassiné en 1984 : règlement de comptes dans le milieu du cinéma ou liquidation politique, comme dans ces années-là pour Henri Curiel, anticolonialiste, ou Pierre Goldman, ex-activiste d'extrême gauche ? Les éditions se poursuivront ensuite sous le nom de Gérard Lebovici, puis Ivréa.

[Tristan Vebens, décembre 2025]

Ploucs et transfuges de classe

«Bac plus 12, pour finir à Mulhouse ». L'auteur de cette phrase est un génie. Cette phrase, à elle seule, résume tout le mépris bourgeois urbain à l'égard de la province rurale et de ces ignorants, de ces bouseux arriérés qui ont le malheur d'y vivre. Imaginez un instant l'existence loin des beaux quartiers, loin du stade de France, des Champs-Élysées, des grandes écoles pour nos brillants enfants, loin du Zénith ! Quelle déchéance !

En Provence, il y a quelques années, un invité germanopratin s'étonne lors d'un raout que nous ayons la climatisation. L'hôtesse lui fait ironiquement remarquer que nous possédons également un réfrigérateur, des toilettes et du papier de toilette. En Provence, vraiment ? Je murmure en moi-même : « Ben pardi, couillosti ! ». Puis je lui lance : « Vous croyez que nous sommes restés au Moyen-Âge ? »

Chacun sait qu'à partir de Valence, soleil aidant, on entre dans le sud. Comme un fumet de bouillabaisse vous titille déjà les narines. Allez l'OM... et bienvenue chez les ploucs, ploucs assumés, ploucs de folklore, comme on voudra. Mireille sent l'aïl, normal, c'est vendredi, jour de poisson. Marius exhale des vapeurs d'anis. On parle haut, on tape la carte, on joue à la pétanque. L'image quelque peu pagnolesque du sud traverse les époques, résiste à l'épreuve du temps.

Mutée à mon corps défendant dans le Val-d'Oise, j'entends encore ma collègue de travail (pas des plus futées à vrai dire) m'annoncer, satisfaite, qu'elle s'apprête à passer le week-end en « province ». Moi, qui ne

suis pas parisienne (ça me gêne), je lui demande quelques précisions géographiques. Mais où ça ? Elle l'ignore. Il lui semble superflu de le savoir. À quoi bon mémoriser un nom de ville, de village ? La « province » pour elle, c'est un ailleurs vague, indistinct, quelque part au-delà du boulevard périphérique. Seule certitude, le lieu du repos est situé hors de Paris. Au nord ? Au sud ? À l'est ? Peu importe. En « province », une destination en soi.



N'allez surtout pas déduire de mes propos que je n'aime pas Paris, ni les Parisiens, s'il en reste. Je m'interroge simplement sur le réflexe condescendant du bourgeois, parqué dans sa belle cité, sûr de son bon goût, de son bon usage de la langue française, fier de sa modernité. Il s'agit plutôt d'une affaire de caste, d'un microcosme de bien nés, d'une forte concentration d'hommes et de femmes de pouvoir, de célébrités, d'élites auto-satisfaites, savantes et nanties dans la capitale.

De droite comme de gauche, ils ont un point commun : ils aiment « se ressourcer » (que ce mot est flatteur) en « province ». Enfin pas n'importe où,

quand même. Du soleil, de la mer, pas dans cette « diagonale du vide » allègrement caricaturée sur les ondes de France Inter. (1)

Pendant le confinement, quel privilège ce fut de posséder une résidence secondaire en Bretagne ! Alors que certains allaient s'étripper dans leur deux-pièces, exposer leurs vies, d'autres, assez nombreux, s'étaient précipitamment fait la malle en « province ». De beaux convois arrivèrent chez les péquenots. Les maisons vides, barricadées pour l'hiver s'ouvrirent le temps de cette parenthèse recluse. Le Monde publia un journal de ces exilés dorés. (2)

Loin de moi un quelconque ressentiment à l'égard des habitants de la capitale. Bien au contraire, j'éprouve un immense respect, un vif attachement, une nostalgie, peut-être, et teintée de romantisme, pour le peuple de Paris, le vrai, le courageux, le véhément, le révolté, celui de la prise de la Bastille, celui de la Commune.

Annie Ernaux, prix Nobel de littérature en 2022, incarne ce qu'on appelle « le transfuge de classe ». Cette expression reprise à tort et à travers sert en réalité à étayer la notion, chère à la droite, de « méritocratie » qui permet de donner bonne conscience aux gagnants du système et de le justifier. Elle est bien souvent revendiquée, abusivement utilisée pour mettre en avant les vertus d'une démocratie égalitaire où la réussite serait à la portée de tous, quelles que soient l'origine sociale, ethnique, le genre. Il s'agit là d'un mythe construit, relayé sur les plateaux télévisés, mis en avant grâce à quelques cas concrets de réussites fulgurantes, de faux « selfmade men ». Rodolphe Saadé, par exemple (patron de CMA-CGM), ment lorsqu'il prétend qu'il est parti de rien, son père était millionnaire. De plus il a largement profité de l'argent public pour bâtir sa fortune. (3)

Annie Ernaux, née en Normandie en 1940, est issue de parents commerçant. Ils ne roulaient pas sur l'or mais se permirent de scolariser leur fille dans une institution privée, perçue comme un tremplin fiable en vue de l'ascension sociale. Reçue à l'agrégation, Annie Ernaux enseigne, puis se consacre à l'écriture.

Le parcours de l'écrivaine s'inscrit dans la continuité des théories de Pierre Bourdieu, lui-même d'origine

modeste, dont elle a reconnu à propos de son œuvre »Les héritiers » (1964) que « tout est là ».

La voie accessible aux classes populaires, aux « non-héritiers », celle des études universitaires et des concours donne une illusion d'égalité des chances. Les chiffres eux, démontrent bien une sélection sociale à l'université : en licence, seuls 8,7% des étudiants sont issus du milieu ouvrier, alors que celui-ci constitue 20% de la population. (4)

Philippe Vilain, naît en 1969 dans une famille de salariés durement touchée par les bouleversements économiques des années 80-90 : licenciements, chômage, alcoolisme, dépressions. Il cumule les retards scolaires.

Ses parents l'inscrivent dans un cursus professionnel qui le rebute. Il découvre la littérature, passe le bac, puis une licence de Lettres, une maîtrise et enfin un doctorat. Durant ses études, il entame une correspondance avec Annie Ernaux, puis devient son amant. L'écrivaine l'initie aux codes bourgeois qu'elle a désormais acquis : choix vestimentaires appropriés, bonnes manières, mets délicats, vins fins...

Plus tard, Philippe Vilain reprochera à l'écrivaine, promue au rang de « bourge », de l'avoir traité comme un « plouc ». Enseignant à l'université de Naples, « le plouc » devenu écrivain, Philippe Vilain se considère comme un « miraculé social ». (5)

Pour autant, un « transfuge de classe », si l'on accepte l'expression, se mue-t-il nécessairement en traître, qui, une fois les barrières franchies, une fois passé dans l'autre camp, adopte les comportements et les valeurs bourgeoises, s'enrichit, dédaigne le milieu qui l'a vu naître, et, in fine, vote à droite, voire à l'extrême droite ? Si autour de nous, parmi les politiques et les intellectuels, les renégats de ce type ne manquent pas (je ne nommerai personne), Annie Ernaux, quant à elle, s'est personnellement mobilisée dans les récentes luttes menées par la gauche. (gauche-caviar ou gauche-merguez ? Bonne question !).

[Danielle]

Notes

- 1-Frustration Magazine du 17/12/2025. « Et comment qu'on y va à Bourges ? France Inter va en province » par Rose Lamy.
- 2-Journal de confinement. Leïla Slimani. Le Monde, mars 2020. Voir DIA-CRITIK, 19 mars 2020, qui juge cette tribune indécente.
- 3-Parasites, Nicolas Framont. Ed. Les liens qui libèrent. Février 2023.
- 4-Observatoire des inégalités. 27/08/2025.
- 5-Mauvais élève, Philippe Vilain. Ed. Gallimard. Janvier 2025.